

**Discours de M. Georgios PAPASTAMKOS, Vice-Président
du Parlement européen, à la Session annuelle 2012
de la Conférence parlementaire sur l'OMC**

15 novembre 2012 à 15 heures

Mesdames et Messieurs les parlementaires,

Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,

Mesdames et Messieurs les délégués,

Distingués invités,

Mesdames et Messieurs,

C'est pour moi un honneur de vous souhaiter, au nom du Président du Parlement européen, Martin Schulz, la bienvenue à la huitième Conférence parlementaire sur l'OMC. Cette conférence étant le résultat d'un effort conjoint du Parlement européen et de l'Union interparlementaire, je tiens à remercier tout particulièrement notre partenaire, l'UIP, et l'Organisation mondiale du commerce de permettre à cette conférence d'avoir lieu pour la deuxième fois dans ses locaux.

Permettez-moi en particulier de remercier chaleureusement M. Pascal Lamy, interlocuteur inspiré et digne de confiance, pour son aide de longue date et sa contribution à l'organisation et au succès de ces conférences parlementaires.

Près de 300 participants issus de plus de 70 pays ont assisté à ces conférences, ce qui révèle l'intérêt que portent les parlementaires du monde entier à l'Organisation mondiale du commerce, et leur influence de plus en plus grande sur les questions examinées à Genève. Cette dimension est d'une

importance capitale si nous voulons conférer davantage de légitimité démocratique et de transparence à l'OMC. Le système commercial multilatéral de l'OMC, en tant que projection organisée de la mondialisation, contribue à renforcer la sécurité et la stabilité du commerce international, et la coopération politique internationale est l'un des effets de l'augmentation de l'interdépendance économique.

En tant que parlementaires, nous devons exercer un contrôle permanent sur ce que négocient les gouvernements au nom des citoyens, pour influencer sur le processus de négociations et le rendre responsable devant nos citoyens. A l'occasion d'une conférence comme celle-ci à Genève, nos voix s'unissent pour donner plus de force à notre message et retentir au niveau mondial sur la scène commerciale multilatérale, dont les négociations se tiennent souvent très loin de nos capitales.

Nous nous sommes réunis pour la dernière fois en mars 2011. L'humeur était alors à l'optimisme et nous avons entrevu l'espoir de faire progresser le Programme de Doha pour le développement. Depuis, des progrès ont été réalisés. Cependant, la 8^{ème} Conférence ministérielle de décembre 2011 n'a pas pour autant constitué un progrès décisif. D'aucuns affirment que le Cycle de Doha n'a plus d'avenir, mais l'Union européenne et le Parlement européen en particulier restent convaincus que ses perspectives restent ouvertes, et que sa conclusion s'impose plus que jamais.

Tous les Membres de l'OMC partagent la responsabilité de mener à bien le Cycle de Doha, que ce soit les pays développés, les pays émergents, les pays en développement ou même les PMA. Nous vivons dans un monde en pleine évolution et l'OMC est à l'image de ces changements. L'OMC joue le rôle d'un garant du système commercial mondial fondé sur des règles et des

principes. Nous saluons l'accèsion de la Russie à l'OMC et sa présence parmi nous aujourd'hui, et y voyons une nouvelle occasion de mettre en place un véritable système multilatéral, fondé sur des règles. J'espère que nous serons tous prêts à relever ce défi. Si le PDD échoue, nous risquons de rater l'occasion d'une libéralisation progressive du commerce et d'un renforcement des règles multilatérales, qui génèreraient croissance et développement. Si les membres de l'OMC ne parvenaient pas à s'entendre, nous laisserions passer l'occasion d'intégrer plus efficacement les pays en développement à l'économie mondiale. L'échec des négociations pourrait gravement compromettre la crédibilité de l'OMC, à l'heure d'une grande incertitude au niveau géopolitique.

La présente session de la Conférence parlementaire sur l'OMC devrait donc inciter les gouvernements à obtenir des résultats à la 9^{ème} Conférence ministérielle, qui se tiendra à Bali (Indonésie) à la fin de l'année prochaine. L'Union européenne continuera à jouer un rôle prépondérant et constructif pour assurer le succès des négociations. Le message que nous adresserons à cette conférence, en tant que parlementaires, devra exprimer l'importance du commerce pour la croissance, l'emploi et la réduction de la pauvreté, à plus forte raison en temps de crise. Je me félicite du thème de fond choisi pour cette conférence. En reliant nos marchés, nous ouvrons nos perspectives de développement et d'emploi.

Nul n'ignore que l'Union européenne traverse une des périodes économiques les plus difficiles de son histoire. Parce que son économie est l'une des plus importantes du monde, la crise qu'elle connaît se répercute directement sur les autres économies et sur la vie quotidienne de nos citoyens, dont beaucoup ont perdu leur emploi. Plus de 11 pour cent de la population active, soit 26 millions d'Européens, sont aujourd'hui au chômage, soit 10 millions de

plus qu'il y a quatre ans. Pour les jeunes de moins de 25 ans, le taux est deux fois plus élevé que pour l'ensemble de la population active, dont 23 pour cent est sans emploi. Dans mon pays, la Grèce, le taux de chômage a atteint 25 pour cent en moins de deux ans, tandis que, pour les jeunes, ce taux se situe à plus de 50 pour cent. Derrière ces chiffres, des gens souffrent et peinent à assurer leur vie quotidienne. En tant que responsables politiques, il va sans dire que nous devons réagir à cette situation !

Le commerce fait partie des solutions. Il fait partie intégrante de ce que nous appelons la Stratégie Europe 2020, qui a pour objectif de parvenir à une croissance avisée, dépourvue d'exclusive et durable. L'Union européenne étant, au niveau mondial, l'un des marchés les plus ouverts, plus de 30 millions d'emplois européens dépendent de nos exportations vers le reste du monde. Cela représente une augmentation de 50 pour cent en 20 ans et l'importance des exportations pour l'emploi ne fera qu'augmenter à l'avenir, car 90 pour cent de la croissance économique mondiale devrait avoir lieu en dehors de l'Europe d'ici 2015, dont un tiers en Chine.

Le commerce engendre la croissance en encourageant l'efficacité et l'innovation. Il accroît notre compétitivité et donne aux consommateurs un choix plus large à des prix plus bas. Néanmoins, la mondialisation peut également entraîner une délocalisation de la production, très souvent aux dépens de régions où les perspectives ou les possibilités d'emploi sont peu nombreuses. Développer le potentiel de croissance de nos économies est un défi majeur et le temps presse.

Je souhaiterais maintenant revenir à ce que nous pouvons réaliser à Genève dans les mois qui viennent. Dans l'impasse actuelle où nous nous trouvons, aucune piste ne doit être négligée dans les négociations multilatérales. Les négociateurs doivent saisir les occasions de mettre au point les accords sectoriels, chaque fois que cela est possible. Je considère que les résultats de la 8^{ème} Conférence ministérielle, notamment les dérogations prévues pour les PMA et l'extension de la portée de l'Accord plurilatéral sur les marchés publics (AMP), sont une nouvelle preuve que l'on peut trouver de manière pragmatique les pièces du puzzle qui déboucheront sur un accord mondial. La facilitation du commerce et les services sont aussi des domaines spécifiques dans lesquels il a été possible de progresser, et pour lesquels les Membres de l'OMC peuvent produire des résultats d'ici la fin de l'année prochaine. Demain, le thème des services sera d'ailleurs examiné par le groupe de réflexion et votre contribution vient donc à point nommé pour influencer sur les négociations en cours.

Chacune des négociations doit s'inscrire autant que possible dans le cadre du Programme de Doha pour le développement et dans le système commercial multilatéral. Toutes les négociations doivent contribuer à construire un cadre et à ouvrir des perspectives favorables à un accord international. Il faudrait pouvoir donner une dimension multilatérale aux engagements unilatéraux, bilatéraux ou plurilatéraux.

Pour conclure, je puis vous assurer que le Parlement européen est résolument et fermement attaché à la dimension parlementaire de l'OMC et au système commercial multilatéral qu'incarne l'institution qui nous accueille.

Je vous souhaite à tous une session réussie. J'espère que la Conférence contribuera davantage à la compréhension mutuelle et que les participants enverront un message clair à tous les ambassadeurs et gouvernements pour qu'ils poursuivent leurs efforts et s'engagent sur toutes les voies des négociations. Enfin, j'espère que la présente Conférence incitera les parlementaires et les citoyens à participer davantage à la politique commerciale. Je vous remercie de votre attention.